

# Sarkozy accepte que Bruxelles puisse s'opposer à la politique française : à quoi bon élire encore des députés ?

Le [discours de Toulon](#) prononcé hier par le Président de la République a le mérite d'être clair : Nicolas Sarkozy a nommé Merkel empereur du saint empire euro-compatible et a décidé d'obéir aveuglément à tous ses diktats. Tant pis pour nous.

**Premier maître mot ? » *le cycle qui s'annonce sera un cycle de désendettement qui ramènera le balancier de l'économie vers le travail et la production que les pays développés avaient eu tendance à trop sacrifier* « .**

Tous coupables. Nous ne travaillons pas assez, et nous ne produisons pas assez. Et ce serait la raison de la dette.

**Flagrant délit de mensonge et d'hypocrisie.** Nicolas Sarkozy oublie délibérément que les Français, bien au contraire, avec ou sans les 35 heures, ont la meilleure productivité au monde... et qu'ils seraient capables de l'améliorer s'ils allaient travailler avec davantage de plaisir au lieu d'être pressurés par des petits chefs, des consignes de rendement et des rythmes décourageants. Nicolas Sarkozy oublie délibérément que si nous ne produisons pas assez c'est à cause de lui et de ses pareils qui, depuis plus de trente ans, souscrivent au mythe de la concurrence libre et non faussée et de la mondialisation qui a conduit nos industriels à délocaliser à tour de bras. Nicolas Sarkozy oublie délibérément que notre endettement est, une fois de plus, le choix délibéré de nos élites depuis 1973, quand il nous a été interdit d'emprunter à

la Banque de France et de battre monnaie, nous obligeant à emprunter jusqu'à être ligotés et obligés –du moins le prétendent-ils- de renoncer à nos acquis pour complaire à la finance internationale.

**Deuxième maître mot ? « Au sein de la zone euro, il nous faut décider maintenant d'aller sans crainte vers davantage de décisions prises à la majorité qualifiée » .**

C'est la disparition de notre souveraineté. A partir du moment où l'unanimité n'est plus requise pour prendre les décisions, les États ne pourront pas s'opposer à des décisions contraires à leurs intérêts, à leurs traditions et à leurs programmes, tout simplement. C'est ainsi qu'une alternance politique, quelle qu'elle soit, voulue par des électeurs désireux de voir appliquer un programme électoral ne pourra tout bonnement pas appliquer ce programme, puisque les règles communautaires, si elles sont contraires à l'esprit du nouveau programme, seront imposées à tous.

Nicolas Sarkozy nous entraîne tête baissée dans une dictature qui ne dit pas son nom. Qui plus est, il ose le faire en parlant d'Europe « plus démocratique et intergouvernementale » !

Troisième maître mot ? Le mariage de la France et de l'Allemagne est annoncé, Sarkozy et Merkel vont faire « des propositions franco-allemandes pour garantir l'avenir de l'Europe ».

Bref, l'Allemagne va imposer son système à la France, pour son plus grand bien et pour le plus grand mal de la France. Bien entendu, pour faire passer le message, le Président de la République nous sort les vieux principes éculés de la paix, qui n'ont rien à voir avec la dictature économique allemande !  
**« La France et l'Allemagne, après tant de tragédies, ont décidé d'unir leur destin, de regarder ensemble vers l'avenir. Revenir sur cette stratégie serait impardonnable »**

**Mais ce qui est impardonnable c'est plutôt cette alliance de la carpe et du lapin, comme [l'explique](#) très clairement Nicolas Dupont-Aignan :**

*» Quand les ménagères perdaient leur pouvoir d'achat, quand les ouvriers voyaient leurs usines délocalisées, cela n'intéressait pas grand monde. Mais, quand soudain les États ne peuvent plus emprunter sur les marchés financiers ou alors à des taux usuraires, alors là, nos dirigeants s'affolent. Ils ont d'ailleurs raison même s'ils auraient dû le faire plus tôt car je ne vois pas comment l'Italie et bientôt la France pourraient durablement emprunter à 7% pour rembourser leur dette.*

*La fin de l'euro est proche tout simplement parce que cette monnaie unique est structurellement vouée à l'échec. L'impasse actuelle est totale pour la simple raison que les Italiens et les Français, comme les Allemands, ont des points de vue irréconciliables qui sont pourtant légitimes chacun à leur façon.*

*Les pays du Sud n'ont pas tort de se plaindre d'une monnaie trop chère pour leur compétitivité et de taux d'intérêt réels exorbitants. Ils voudraient comme l'Angleterre et le Japon, pouvoir éviter ce racket des marchés financiers en se refinançant auprès de la Banque Centrale européenne.*

*Mais les Allemands ont aussi raison de refuser cette facilité car, dans leur esprit, cela voudrait dire très clairement qu'ils acceptent de faire financer par la BCE l'Italie et la France, pour des politiques qu'ils estiment trop laxistes.*

*Il va de soi que si la BCE refinançait massivement les pays de la zone euro, le cours de l'euro chuterait, ce qui serait très bon pour nous, mais qui ne correspond pas du tout à ce que veulent les Allemands pour eux-mêmes. Il est clair que les Allemands ont tendance à vouloir le beurre et l'argent du beurre, puisqu'ils sont bien contents de réaliser leur*

*principal excédent commercial sur la France et l'Italie.*

*Si l'euro n'était pas là, le mark se serait réévalué de 30% et les rééquilibrages des balances commerciales et des croissances entre les pays de l'Union et l'Europe auraient eu lieu.*

*L'heure de vérité arrive. La situation est inextricable car soit l'Allemagne continue de refuser de monétiser la dette par la BCE et les pays du Sud, comme la France, seront obligés de sortir de l'euro.*

*Soit la Banque centrale monétise et c'est alors probablement l'Allemagne qui devra sortir de l'euro car s'il est évident que si cet argent offrirait un répit à l'Italie ou à la France, il ne suffirait pas à lui seul à régler la cause fondamentale des déficits extérieurs – le défaut de compétitivité des pays surendettés – tout en dévaluant la valeur intrinsèque de la monnaie unique, perspective absolument intolérable pour les Allemands.*

*Plutôt que de retarder sans cesse l'échéance inéluctable, la seule question qui vaille est de savoir comment on organise une retraite ordonnée et coordonnée pour reconstruire un système monétaire européen qui permette à chaque pays de développer son économie, d'offrir du progrès économique et social tout en évitant des fluctuations trop erratiques des monnaies les unes par rapport aux autres. »*

On ajoutera au dossier cette très courte vidéo de François Lenguet qui explique très bien que l'Allemagne a obtenu ce qu'elle souhaitait.

[youtube wxITSwN80Es&]

Plus explicite encore, Marine Le Pen parle, elle, d'Europe à la schlague !

[youtube Rw7mq9xr6DE]

Enfin, quatrième mot d'ordre, le pire peut-être, c'est l'annonce de la règle d'or : » Chaque pays de la zone euro doit adopter une règle d'or qui inscrira dans son ordre juridique l'objectif d'équilibre budgétaire. La France doit l'adopter. L'idéal, si chacun faisait preuve de responsabilités, serait de le faire avant la Présidentielle. Si tel n'était pas le cas, il faudrait le faire immédiatement après » .

C'était la dernière étape qui manquait à notre pays, **l'obligation constitutionnelle d'un fonctionnement économique, quand une constitution se doit de donner des principes menant à un projet de société !** Merkel-Sarkozy ont tellement peur des peuples qu'ils veulent les obliger à faire ce qu'ils veulent ad vitam aeternam. Ainsi serait gravée dans le marbre l'impossibilité pour tout dirigeant de notre pays de relancer l'économie avec les bonnes vieilles solutions comme le keynésisme... Ainsi condamnerions-nous nos enfants et petits-enfants à renoncer à leurs acquis, à travailler toujours plus longtemps et plus durement...

**Encore un pan de souveraineté qui disparaît.**

**Nous sommes en marche vers une épouvantable dictature, qui se cache sous l'apparence de la démocratie.** La réalité, c'est que le couple infernal Sarkozy-Merkel est en train de faire en sorte que les quelque 20% de lois qui étaient encore votées par nos députés échappent à leur contrôle, obligés qu'ils seront de voter l'austérité et les dix commandements merkelien.

Et pendant ce temps-là, l'UMP a l'indécence de distribuer des millions de tracts dénonçant – à juste titre par ailleurs – la perte de souveraineté de notre pays qu'occasionnerait la

politique du PS et des Verts. C'est vraiment l'hôpital qui se fout de la charité !

Les prochaines législatives seront pratiquement inutiles, nos députés ne servent plus à rien. Il ne manque plus à la bérézina en cours que l'élection de la gauche en 2012, quand ils auront voté le programme signé par le PS et Europe Écologie Les Verts, non seulement la France n'aura plus de pouvoir, mais elle n'existera plus.

[dailymotion xmntzq]

Et à ce moment-là il sera trop tard pour espérer, par le jeu des urnes, retrouver la démocratie, la protection de l'État, la transmission de notre culture et de nos valeurs.

A ce moment-là, serons-nous des moutons à tondre pour les siècles à venir ou bien des Résistants décidés à en découdre ?

Les républicains que nous sommes aimeraient que le peuple reprenne le pouvoir en 2012 et qu'avant qu'il soit trop tard, il sorte de l'Europe, rétablisse nos frontières, notre souveraineté et notre fierté. Pour que nos descendants ne nous maudissent pas jusqu'à la septième génération. C'est pourquoi, entre autres, nous attendons avec espoir l'inexorable effondrement de l'euro, qui pourrait accélérer le changement et nous débarrasser des traîtres de la nation de l'UMPS.

**Christine Tasin**

[Résistance républicaine](#)